

Afin de vous aider à remplir ce formulaire, un Guide à l'intention des entreprises est disponible sur le site Web de l'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») au www.amp.quebec.

Partie 1 – Identification et coordonnées de la Demanderesse

1.1 Nom complet et numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Veillez indiquer le nom complet ainsi que le NEQ de l'entreprise qui présente une demande de mise à jour annuelle (la « **Demanderesse** ») tel qu'ils figurent au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, veuillez indiquer vos noms et prénoms. Si la Demanderesse a un nom français et un nom anglais, veuillez indiquer les deux noms :

Nom de la Demanderesse	NEQ (si applicable)

1.2 Adresse du siège¹

N°	Rue	Bureau
Ville		Province/État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal	Courriel	

1.3 Adresse de correspondance Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance :

N°	Rue	Bureau
Ville		Province/État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal	Courriel	

¹ Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.

1.4 Forme juridique

Veillez indiquer la forme juridique de la Demanderesse (veuillez cocher une seule case) :

- Personne morale Société Personne physique exploitant l'entreprise Autre

Partie 2 – Déclaration de la Demanderesse

Section I – Déclaration

Veillez répondre aux questions suivantes :

1. Avez-vous des changements à apporter aux liens d'affaires de votre entreprise?
Exemple : Ajout d'un administrateur, modification de l'adresse résidentielle ou courriel d'un dirigeant, retrait d'un actionnaire ou associé, changement de répondant, etc. Oui Non

Si « oui », veuillez consulter le Guide d'accompagnement sur la gestion des liens d'affaires et procéder à la divulgation de vos liens à l'aide des formulaires requis.

2. Est-ce que votre entreprise a, au cours des cinq années précédentes, fait l'objet d'une ordonnance du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu d'une loi dont il est chargé de l'application? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

Pour connaître la liste des ordonnances visées, veuillez consulter le site internet de l'AMP.

Contrats publics

Mise à jour annuelle de l'entreprise autorisée

3. Avez-vous d'autres informations ou d'autres modifications à transmettre à l'AMP? Oui Non
Exemple : Changement de nom de l'entreprise, fusion, informations sur des poursuites civiles, criminelles ou pénales, etc.

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

Il vous est possible de joindre des documents au soutien de votre demande.

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 3 – Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans le présent formulaire, sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement le formulaire et d'y inscrire les renseignements demandés. Si le formulaire est incomplet ou que vous refusez de fournir les renseignements demandés, l'AMP pourrait imposer une sanction administrative pécuniaire, suspendre l'autorisation de contracter ou révoquer celle-ci.

Contrats publics

Mise à jour annuelle de l'entreprise autorisée

Partie 4 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la présente demande.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans la présente demande sont véridiques et complets.

Je comprends que toute déclaration fautive ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la LCOP.

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 5 – Consentement additionnel

Lorsque l'entreprise n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités, le consentement suivant est demandé :

Je consens à ce que l'AMP et le commissaire associé aux vérifications communique hors du Québec les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'information, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés publics* pour l'application de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications.

La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom du répondant

Signature

Date (jj/mm/aaaa)

Partie 6 – Transmission du formulaire

Veuillez faire parvenir ce formulaire, par courriel à l'adresse suivante :

autorisation@amp.quebec

Pour toute question liée à ce formulaire, veuillez communiquer avec nous en composant le 1 888 335-5550.